

COMPTE RENDU DE LA RÉUNION DU COMITÉ EXÉCUTIF DES GRANDS LACS

Téléconférence du 6 décembre 2016

MOT DE BIENVENUE ET PRÉSENTATIONS

Les coprésidents du Comité exécutif des Grands Lacs (CEGL), Michael Goffin et Cameron Davis, ouvrent la réunion par un mot de bienvenue et indiquent que, compte tenu des mises à jour détaillées et des discussions sur l'annexe qui ont eu lieu en octobre 2016 dans le cadre du Forum public sur les Grands Lacs, la réunion du CEGL portera principalement sur une poignée de questions prioritaires.

On mentionne que le projet de compte rendu de la réunion du CEGL de 2016 a été envoyé par voie électronique et que les membres du CEGL doivent transmettre les modifications qu'ils souhaitent proposer au secrétariat du CEGL au plus tard le 16 décembre. [En date du 6 décembre 2016, toutes les mesures de suivi de la réunion du CEGL de juin 2016 avaient été mises en œuvre.]

Une liste des personnes présentes à la réunion figure à l'annexe A.

FORUM PUBLIC SUR LES GRANDS LACS D'OCTOBRE 2016

Carla Torchia (Environnement et Changement climatique Canada), du secrétariat du CEGL, souligne que le Forum public sur les Grands Lacs, qui a eu lieu du 4 au 6 octobre, à Toronto, est une réussite. Ce sont plus de 700 participants qui étaient présents au Forum. Les commentaires reçus étaient extrêmement positifs. Cette réussite est en partie attribuable au soutien des partenaires du Forum et des participants à celui-ci, dont de nombreux membres du CEGL. Les idées exprimées pendant les séances animées de la troisième journée du Forum, qui portaient sur la célébration de nos Grands Lacs, seront rendues publiques sur le site www.greatnessglp.com, ce qui permettra d'entamer des discussions sur les idées présentées et les mesures à prendre pour la suite. M^{me} Torchia présente également quelques remarques reçues des participants, lesquelles aideront à la planification du prochain Forum public sur les Grands Lacs, qui est prévu pour 2019.

Gordon Walker (Commission mixte internationale) fait connaître le point de vue de la Commission sur le Forum. Il félicite le Canada et les États-Unis, qui sont les Parties de l'Accord relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs (ARQEG) de 2012, pour le succès du Forum. Le commissaire Walker mentionne qu'une publication plus hâtive du Rapport d'étape des Parties ainsi qu'une annonce et une distribution à plus grande échelle de ce rapport pourraient être souhaitables. Même si l'émission en direct et en continu était une bonne façon d'augmenter la portée du Forum et de faire participer le public, il serait possible d'accroître cette participation lors des prochains forums. Il fait également le point sur les plans de la Commission, qui visent à faire participer le public à des discussions sur le Rapport d'étape des Parties.

ÉLABORATION DE PLANS D'ACTION NATIONAUX POUR LE LAC ÉRIÉ ET ÉTABLISSEMENT DE CIBLES DE RÉDUCTION DU PHOSPHORE POUR LE BASSIN ORIENTAL DU LAC ÉRIÉ

Les coresponsables de l'annexe sur les éléments nutritifs, Tinka Hyde (U.S. Environmental Protection Agency) et Susan Humphrey (Environnement et Changement climatique Canada) font le point sur

l'annexe sur les éléments nutritifs, en mettant l'accent sur l'élaboration de plans d'action nationaux en vue d'atteindre les cibles binationales de réduction du phosphore qui ont été établies pour le lac Érié. Aux États-Unis, chaque État élabore son plan. Toutefois, tous ces plans présentent des grandes lignes et des éléments communs. Un « plan américain qui chapeaute les autres » sera conçu avec l'aide des États afin de lier tous les plans. Au Canada, un plan d'action national Canada-Ontario sera réalisé en partenariat par cinq organismes responsables (Environnement et Changement climatique Canada, Agriculture et Agroalimentaire du Canada, ministère de l'Environnement et de l'Action en matière de changement climatique de l'Ontario, ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales de l'Ontario, et ministère des Richesses naturelles et des Forêts de l'Ontario). Au Canada, la mobilisation relative à l'élaboration de ces plans d'action nationaux est commencée et se poursuivra en 2017. Les États-Unis commenceront à faire appel aux intervenants en janvier 2017. Les coresponsables de l'annexe décrivent également les options envisagées dans le but d'établir des cibles de réduction du phosphore pour le bassin oriental du lac Érié, ce qui comprend les éléments suivants : retarder l'établissement des cibles jusqu'à ce que les données scientifiques soient suffisantes et établir une cible stratégique pendant la poursuite des travaux de recherche.

BRÈVE MISE À JOUR SUR LES FAITS SAILLANTS – ÉTAT DES GRANDS LACS

Nancy Stadler Salt (Environnement et Changement climatique Canada) affirme que les faits saillants sur l'état des Grands Lacs de 2016 sont en cours de rédaction : les renseignements présentés dans le cadre du Forum public sur les Grands Lacs sont utilisés comme point de départ. La version provisoire du rapport terminé sera transmise aux auteurs aux fins de révision technique et de confirmation des messages clés de la mi-décembre 2016 à la mi-janvier 2017. En plus de l'élaboration des faits saillants, des rapports sur les sous-indicateurs seront bientôt terminés et ils seront intégrés au rapport technique sur l'état des Grands Lacs. On s'attend à ce que les faits saillants soient terminés et publiés au plus tard le 31 mars 2017 et que le rapport technique soit terminé au plus tard à cette date.

BRÈVE MISE À JOUR SUR LE PLAN D'ACTION ET D'AMÉNAGEMENT PANLACUSTRE (PAAP) DU LAC HURON

John Marsden (Environnement et Changement climatique Canada) fait savoir qu'un avis public sur le Réseau d'information sur les Grands Lacs annonçait l'élaboration du PAAP du lac Huron le 21 avril 2016 et invitait le public à formuler des commentaires sur les conditions, les préoccupations et les enjeux environnementaux (aucun commentaire n'a été reçu). M. Marsden mentionne également que le Partenariat du lac Huron élabore activement le PAAP du lac Huron, et les travaux comprennent jusqu'à présent une synthèse des données scientifiques disponibles, un rapport sur l'état du lac et un document sur les menaces régionales. Le PAAP du lac Huron est bien avancé pour ce qui est de relier les objectifs généraux de l'ARQEGEGL aux enjeux environnementaux actuels et aux initiatives ou aux programmes existants et complémentaires, et de sélectionner une liste provisoire des mesures de gestion. Un projet de PAAP du lac Huron sera examiné par le comité de gestion du Partenariat du lac Huron en décembre, et ce, avant la traduction française, la publication sur le site binational.net et la diffusion aux fins d'examen et de commentaires par le public à la fin décembre 2016 ou en janvier 2017.

BRÈVE MISE À JOUR SUR LES STRATÉGIES BINATIONALES CONCERNANT LES PRODUITS CHIMIQUES SOURCES DE PRÉOCCUPATIONS MUTUELLES ET LA DEUXIÈME RONDE D'ÉVALUATION DE CES PRODUITS

M. Marsden indique que deux projets de stratégies (une stratégie pour les biphényles polychlorés [BPC] et une autre pour l'hexabromocyclododécane [HBCD]) sont en cours d'examen et qu'ils seront transmis dans les prochaines semaines au sous-comité de l'annexe sur les produits chimiques sources de préoccupations mutuelles et au sous-comité élargi. La formulation de commentaires par les intervenants et l'examen du public sont prévus pour l'hiver 2017, et les stratégies pour les autres produits chimiques sources de préoccupations mutuelles suivront en 2017.

M. Marsden fait également le point sur la deuxième ronde d'évaluation des produits chimiques sources de préoccupations mutuelles, ce qui comprend l'examen de deux propositions externes reçues concernant les radionucléides et les sulfates. Au cours de la nouvelle année, toutes les propositions reçues, y compris celles des Parties feront l'objet de discussions, et les produits chimiques sources de préoccupations mutuelles, candidats du deuxième ensemble, seront déterminés à l'hiver 2017.

PRIORITÉS POUR 2017-2019 QUANT AUX ACTIVITÉS SCIENTIFIQUES ET AUX ACTIONS

Le Secrétariat du CEGL et Tinka Hyde (Environmental Protection Agency des É.-U.) se penchent sur la version finale des priorités binationales pour 2017-2019 quant aux activités scientifiques et aux actions. Les commentaires formulés à l'égard des priorités provisoires au cours de la période de consultation publique ont été pris en compte et, au besoin, les priorités ont été modifiées. Dans certains cas, il a été impossible d'adopter une recommandation en raison des programmes et procédures existants de l'organisme. Au cours de la réunion du CEGL, les participants décident d'ajouter, après en avoir discuté longuement, une priorité servant à encadrer les travaux sur le savoir traditionnel écologique entrepris par l'annexe Science. Les coprésidents du CEGL conviennent d'examiner la meilleure façon d'intégrer une priorité associée au savoir traditionnel écologique.

NOUVELLES ET COMMENTAIRES DES MEMBRES DU CEGL

- Carolyn O'Neill, au nom de Robert Fleming (ministère de l'Environnement et de l'Action en matière de changement climatique de l'Ontario) fait le point sur les travaux de l'Ontario en vertu de la *Loi sur la protection des Grands Lacs* visant à réduire de 40 p. 100 le phosphore, et sur deux rencontres officielles et une réunion officieuse du Conseil de protection des Grands Lacs qui ont eu lieu jusqu'à maintenant. Le Conseil est coprésidé par le ministre de l'Environnement et de l'Action en matière de changement climatique de l'Ontario et le chef Patrick Madahbee du Grand conseil. Carolyn souligne aussi l'annonce faite par l'Ontario le 17 octobre 2016 d'un projet de moratoire à l'égard de l'émission de nouveaux permis ou de permis élargis concernant la mise en bouteilles d'eau souterraine, qui devrait entrer en vigueur à la fin de 2016 et prendre fin le 1^{er} janvier 2019. Entre temps, le Ministère prévoit examiner le prix de l'eau et d'autres outils qui pourraient servir à protéger davantage l'eau, à effectuer des recherches pour accroître les connaissances scientifiques en matière d'eau souterraine et à revoir les règles existantes de gestion des prélèvements d'eau en Ontario.

- Andrew McAllister (Commission canadienne de sûreté nucléaire) mentionne l'audience publique de la Commission en novembre concernant la demande de Cameco Corporation pour le renouvellement pendant 10 ans de son permis d'exploitation d'une installation de combustible nucléaire pour l'installation de conversion de l'uranium de Port Hope, située à Port Hope en Ontario (la webémission sur l'audience peut être consultée sur le site Web de la Commission jusqu'au début de janvier 2017). Andrew ajoute que la Commission tiendra deux audiences publiques par le biais de webémissions en avril 2017 afin d'examiner deux demandes d'Ontario Power Generation pour le renouvellement du permis d'une installation de gestion des déchets pour l'installation de gestion des déchets de Pickering et l'installation de gestion des déchets Western. De plus, il fait savoir que l'Ontario Power Generation sera en mesure de présenter à temps l'information requise au ministre de l'Environnement et du Changement climatique Canada.
- Javier Laureano (Environmental Protection Agency des États-Unis) fait le point sur les activités de la Région 2 en indiquant que les mesures administratives ont été prises dans le secteur préoccupant de la baie de Rochester et que de sérieux progrès sont faits dans le secteur préoccupant de la rivière Buffalo avec la mise en œuvre de projets de restauration de l'habitat sur près de quatre milles de littoral, d'une valeur de 20 millions de dollars. L'initiative américaine de restauration des Grands Lacs (GLRI) poursuit la restauration dans le secteur préoccupant de la rivière Niagara, alors qu'une somme de 10 millions de dollars a été réservée aux projets de restauration.
- Seth Ausubel (Environmental Protection Agency des É.-U.) mentionne la décision prise par le ministère des Ressources naturelles et des Forêts de l'Ontario et le Department of Environmental Conservation de l'État de New York de réduire les stocks de saumon Chinook dans le Lac Ontario d'ici 2017. Seth explique que cette réduction contribuera à resserrer la demande abusive de gaspneau, mais que la faible productivité est préoccupante, car elle peut mettre des pressions sur les populations de poissons prédateurs et proies. L'ampleur du problème n'est pas claire; les organismes entreprendront donc l'évaluation des nutriments au large et près des côtes du Lac Ontario. Après avoir recueilli les données nécessaires, ils prévoient élaborer des modèles applicables à l'ensemble du lac pour traiter les questions liées aux nutriments dans tout le lac.
- John Linc Stine (Minnesota Pollution Control Agency) présente un rapport d'étape aux membres du CEGL sur les activités entreprises dans le secteur préoccupant de la rivière St. Louis. John indique que l'Assemblée législative du Minnesota n'a pas adopté le financement de contrepartie de la GLRI à la fin de la session législative de 2016 et en décrit les conséquences sur la mise en œuvre prévue des 20 mesures finales d'ici 2020 dans ce secteur préoccupant. Ces mesures dépendent du financement de l'État et de la GLRI. John est optimiste et croit que le financement sera adéquat; il ajoute que les projets de construction se poursuivront. De plus, John fait le point sur le dragage d'entretien à Duluth et sur un examen des matériaux dragués afin de déterminer s'il s'agit de matériaux propres et suffisamment sécuritaires pour être recyclés dans l'eau.
- Jessica Koski (Department of the Interior Bureau of Indian Affairs des É.-U.) décrit certains des travaux initiaux entrepris sous la gouverne de l'équipe de travail sur le savoir traditionnel écologique du sous-comité de l'annexe Science. L'équipe de travail sur le savoir traditionnel écologique a récemment été revitalisée par l'énorme intérêt exprimé par plus de 60 personnes. Elle envisage d'accroître la sensibilisation en matière de savoir traditionnel écologique, d'augmenter la participation des Autochtones au sein de l'équipe de travail et de définir des paramètres de succès pour accroître la sensibilisation et la présence du savoir traditionnel écologique dans les activités du GLWQA.

- David Ullrich et Nicola Crawhall (Great Lakes and St. Lawrence Cities Initiative) font le point sur plusieurs activités, notamment la participation et l'engagement de 7 100 villes à l'égard des réductions de gaz à effet de serre, et sur le fait que la Cities Initiative veut obtenir l'engagement total de ces villes; sur la contestation par la Cities Initiative de l'approbation de la diversion de l'eau par la ville Waukesha qu'a donnée le Great Lakes-St.Laurence Sustainable Water Resources Council; sur les travaux entrepris par les États et la province de l'Ontario visant à analyser les nutriments qui entrent dans les lacs (p. ex., les efforts déployés au Michigan par le maire et le conseil de River Reason en vue de mobiliser la communauté agricole; l'engagement de l'Ontario à accélérer la réduction et le protocole d'entente signé par la Fédération de l'agriculture de l'Ontario afin de réduire les nutriments dans le bassin de la rivière Thames) et sur le financement accordé en vertu de Cultivons l'avenir 2 afin de réduire les charges de phosphore provenant de terres agricoles (qui sera annoncé le 7 décembre 2016), auquel s'ajouteront des fonds équivalents fournis par divers groupes, y compris la Cities Initiative.
- James Zorn (Great Lakes Indian Fish and Wildlife Commission) mentionne les activités de mobilisation visant à anticiper l'effet de la nouvelle administration américaine sur les grands programmes existants de la Commission. Cette dernière fera en sorte que les travaux effectués dans le cadre de ces programmes existants se poursuivront, y compris ceux du GLWWQA.

COMMENTAIRES FORMULÉS PAR LES REPRÉSENTANTS DE LA COMMISSION

- Tim Eder (Commission des Grands Lacs) a présenté plusieurs mises à jour et commentaires, notamment sur la diffusion du rapport sur l'utilisation de l'eau des Grands Lacs de la Commission le 8 décembre 2016 parallèlement à la réunion du Great Lakes-St. Lawrence River Basin Water Resources Council (Conseil du pacte); l'optimisme à l'égard du financement continu pour les Grands Lacs du gouvernement américain et l'adoption imminente de la *Water Infrastructure Improvements for the Nation (WIIN) Act* par le Congrès cette semaine (*adoptée le 10 décembre 2016; le projet de loi comprenant un renouvellement quinquennal de la GLRI au coût annuel de 300 millions de dollars*); les progrès réalisés en ce qui concerne les eaux de lest et les divers rapports disponibles (p. ex. statut des règles, des règlements et des politiques; analyse des différents essais et certifications, etc.); la possibilité de reproduire un projet d'échange des apports de phosphore fondé sur le marché ailleurs dans le bassin des Grands Lacs.
- Bob Lambe (Great Lakes Fishery Commission) souligne que l'initiative *Aquatic Habitat Connectivity*, menée conjointement par la Commission et le Fish and Wildlife Service des États-Unis, vise à trouver des moyens d'améliorer le passage des poissons et la connectivité des écosystèmes tout en prévenant l'augmentation des populations d'espèces envahissantes, ainsi qu'à répondre aux objectifs économiques et sociaux (cette initiative est liée aux travaux de l'annexe sur les espèces aquatiques envahissantes, de l'annexe sur les habitats et les espèces, et d'autres). Bob a aussi fourni quelques renseignements à l'égard de l'initiative *Selective Fish Passage* menée par la Commission, qui vise à élaborer et à évaluer l'efficacité des technologies pour que les barrières des rivières permettent le passage des espèces de poisson désirables tout en bloquant les espèces indésirables. Il exprime sa gratitude quant à la prise en compte des objectifs en matière de pêches dans les efforts déployés pour résoudre la question des éléments nutritifs excédentaires dans les lacs.

- Lana Pollack (Commission mixte internationale) a fait le point sur plusieurs activités de la Commission, y compris : une étude du Conseil consultatif scientifique examinant les différentes formes d'éléments nutritifs qui pénètrent dans le bassin occidental du lac Érié et les mesures de gestion de ces formes; les recommandations stratégiques d'un rapport publié en novembre par la Commission concernant les ignifuges ou les polybromodiphényléthers (PBDE) dans les Grands Lacs; des idées pour peaufiner les indicateurs des parties, qui seront documentés dans le Rapport d'évaluation des progrès, une publication triennale de la Commission; le travail d'intégration des commentaires du public par des moyens électroniques dans le Rapport d'évaluation des progrès préliminaire, qui sera publié subséquemment en janvier 2017. Lana a aussi indiqué qu'il pourrait s'agir de la dernière réunion du CEGL à laquelle le commissaire assistera en raison des changements à l'administration américaine.

COMMENTAIRES DES OBSERVATEURS

- Lyman Welch (Alliance for the Great Lakes) témoigne sa gratitude à l'égard du point sur l'annexe sur les éléments nutritifs pendant la réunion du CEGL et souligne que cette question revêt un intérêt particulier pour l'Alliance. Lyman ajoute que l'Alliance for the Great Lakes a présenté des recommandations qui doivent être prises en compte dans l'élaboration des plans d'action nationaux pour le phosphore et que l'Alliance demeurera investie à chaque étape de l'élaboration des plans. Il a également souligné l'urgence d'élaborer des cibles de réduction du phosphore pour le bassin occidental du lac Érié et l'importance d'adopter des cibles stratégiques en l'absence de données scientifiques exhaustives pour soutenir ces cibles, en précisant qu'il faudra revoir les cibles stratégiques selon une approche de gestion adaptative au fur et à mesure que la science progresse.
- Dale Phenicie (Council of Great Lakes Industries) demande s'il y a eu d'importants changements dans le personnel responsable de la gestion des travaux dans le cadre de l'AQEGL qui doivent être annoncés. [En réponse, il a été suggéré que le secrétariat du CEGL et le site www.binational.net constituent les principaux points de contact pour toute information liée aux processus dans le cadre de l'AQEGL.]

MESURES DE SUIVI

- Les participants à la réunion qui ne se sont pas inscrits à la téléconférence du CEGL de décembre 2016 sont priés de transmettre leur inscription au secrétariat du CEGL, à la suite de l'appel, afin que l'on puisse dresser une liste complète des participants à la réunion.
- Les membres du CEGL doivent transmettre les modifications qu'ils souhaitent proposer au compte rendu de la réunion du CEGL de juin 2016 au secrétariat du CEGL d'ici le 16 décembre 2016.
- Les membres du CEGL doivent informer le secrétariat du CEGL d'ici le 20 décembre 2016 s'il y a des conflits connus avec les dates proposées (31 mai et 1^{er} juin 2017) pour la prochaine réunion du CEGL qui aura lieu à Chicago.
- Les coprésidents du CEGL doivent finaliser les priorités binationales de 2017 à 2019 quant aux activités scientifiques et aux actions, y compris le potentiel supplémentaire d'une priorité liée aux connaissances écologiques traditionnelles.

LEVÉE DE LA SÉANCE/PROCHAINE RÉUNION

Les dates du 31 mai et du 1^{er} juin 2017 ont été proposées pour la prochaine réunion du CEGL qui se tiendra à Chicago. Les membres du CEGL sont priés d'informer le secrétariat du CEGL s'il y a des conflits avec ces dates d'ici le 20 décembre 2016. [Les dates des 26 et 27 juin 2017 ont ensuite été proposées en raison de conflits.]

6 décembre 2016 – PARTICIPANTS À LA RÉUNION DU CEGL

Participants du Canada

1. Sharon Bailey, ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales de l'Ontario
2. Matthew Child, Commission mixte internationale
3. Tracey Cooke, Invasive Species Centre
4. Danielle Chesky, Ambassade du Canada
5. Gavin Christie, Pêches et Océans Canada
6. Nicola Crawhall, Alliance des villes des Grands Lacs et du Saint-Laurent
7. Ellen Dailey, SOS Great Lakes
8. Fe de Leon, Association canadienne du droit de l'environnement
9. Colleen Duke, Consulat général du Canada à Chicago, Affaires mondiales Canada
10. Bob Duncanson, directeur général, Georgian Bay Association
11. Bonnie Fox, Conservation Ontario
12. Sandra George, Environnement et Changement climatique Canada
13. Raj Gill, Canadian Freshwater Alliance
14. Michael Martin, Environnement et Changement climatique Canada
15. Nancy Goucher, Freshwater Future
16. Iris Griffin, Environnement et Changement climatique Canada
17. Susan Humphrey, Environnement et Changement climatique Canada
18. Courtney Jackson, Première Nation Aamjiwnaag
19. John Jackson, activiste représentant un groupe binational de citoyens concernant les Grands Lacs
20. Sharilyn Johnston, Première Nation Aamjiwnaang
21. Pamela Joosse, Agriculture et Agroalimentaire Canada
22. Ash Kumar, Environnement et Changement climatique Canada
23. Robin Lessard, Parcs Canada
24. Camille Mageau, Commission mixte internationale
25. John Marsden, Environnement et Changement climatique Canada
26. Catherine Masson, consultante
27. Andrew McAllister, Commission canadienne de sûreté nucléaire
28. George McCaw, ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales
29. Scott McKay, Alliance des villes des Grands Lacs et du Saint-Laurent
30. Tricia Mitchell, Environnement et Changement climatique Canada
31. Felicia Minotti, Affaires mondiales Canada
32. Mohammad Murtaza, Services publics et Approvisionnement Canada
33. David Nanang, Ressources naturelles Canada
34. Carolyn O'Neill, ministère de l'Environnement et de l'Action en matière de changement climatique
35. Jonathan Pritchard, Environnement et Changement climatique Canada
36. Sonya Read, Infrastructure Canada
37. Christine Rogers, Première Nation Aamjiwnaang
38. Dawn Sucee, Fédération des chasseurs et pêcheurs de l'Ontario
39. David Sweetnam, Georgian Bay Forever
40. Kate Taillon, Environnement et Changement climatique Canada

41. Jill Taylor, SOS Great Lakes
42. Carla Torchia, Environnement et Changement climatique Canada
43. Jason Travers, directeur, ministère des Richesses naturelles et des Forêts de l'Ontario
44. Ashley Wallis, Environmental Defence
45. Chris Wiley, Transports Canada, Sécurité et sûreté maritimes, Région de l'Ontario
46. Ram Yerubandi, Environnement et Changement climatique Canada

Participants des États-Unis

47. Todd Nettesheim, Environmental Protection Agency des États-Unis
48. Jon Allan, Michigan Office of the Great Lakes
49. Edward Ambrogio, Environmental Protection Agency des États-Unis (région 3)
50. Seth Ausubel, Environmental Protection Agency des États-Unis (région 2)
51. Edlynzia Barnes, Environmental Protection Agency des États-Unis
52. Simon Belisle, Alliance des villes des Grands Lacs et du Saint-Laurent
53. Timothy Bruno, Pennsylvania Department of Environmental Protection
54. Kathryn Buckner, Council of Great Lakes Industries
55. Carol Comer, Indiana Department of Environmental Management
56. Cam Davis, Environmental Protection Agency des États-Unis
57. Jennifer Day, National Oceanic and Atmospheric Administration
58. Dave Dempsey, Commission mixte internationale
59. Tim Eder, Commission des Grands Lacs
60. Tony Friona, Army Corps of Engineers des États-Unis
61. Marc Gaden, Commission des pêcheries des Grands Lacs
62. Stephen Galarneau, Wisconsin Department of Natural Resources
63. Norman Grannemann, United States Geological Survey (à la retraite)
64. Margaret Guerriero, Environmental Protection Agency des États-Unis
65. Jeff Gratz, Environmental Protection Agency des États-Unis
66. Gail Hesse, National Wildlife Federation
67. Rick Hobrla, Michigan Office of the Great Lakes
68. Michael Hoff, Fish and Wildlife Service des États-Unis
69. Tinka Hyde, Environmental Protection Agency des États-Unis
70. Tyler Kaspar, 1854 Treaty Authority
71. Roger Knight, Commission des pêcheries des Grands Lacs
72. Jessica Kosko, Department of the Interior Bureau of Indian Affairs des États-Unis
73. Bob Krska, Fish and Wildlife Service des États-Unis
74. Bob Lambe, Commission des pêcheries des Grands Lacs
75. Javier Laureano, Environmental Protection Agency des États-Unis
76. Debra Lee, National Oceanic and Atmospheric Administration
77. Ann McCammon Soltist, Great Lakes Indian Fish and Wildlife Commission
78. Richard Moy, Commission mixte internationale
79. Michael Murray, National Wildlife Federation
80. Meredith Muth, National Oceanic and Atmospheric Administration
81. Jessica Raspitha, Tribu mohawk de Saint-Régis
82. Todd Nettesheim, Environmental Protection Agency des États-Unis
83. Victoria Pebbles, Commission des Grands Lacs
84. Dale Phenicie, Council of Great Lakes Industries

85. Carl Platz, Army Corps of Engineers des États-Unis
86. Lana Pollack, Commission mixte internationale
87. Lissa Radke, Bad River Band of Lake Superior Chippewa
88. James Schardt, Environmental Protection Agency des États-Unis
89. Victor Serveiss, Commission mixte internationale
90. Rachel So, Department of State des États-Unis
91. Melissa Soline, Alliance des villes des Grands Lacs et du Saint-Laurent – gestionnaire de programme
92. John Linc Stine, Minnesota Pollution Control Agency
93. Lorne Thomas, Garde côtière des États-Unis
94. Dave Ullrich, Alliance des villes des Grands Lacs et du Saint-Laurent
95. Jennifer Vanator, Great Lakes Indian Fish and Wildlife Commission
96. Mike Weimer, Fish and Wildlife Service des États-Unis
97. Lyman Welch, Alliance for the Great Lakes
98. Charley Wooley, Fish and Wildlife Service des États-Unis
99. Donald Zelazny, Department of Environmental Conservation de l'État de New York
100. James Zorn, Great Lakes Indian Fish and Wildlife Commission

D'autres personnes pourraient avoir participé à la réunion par téléconférence, mais elles ne sont pas indiquées.